Même au Canada, les réalisateurs canadiens auront à affronter la rude concurrence des films étrangers. Bien des pays ont imposé un contingentement, afin d'encourager la distribution de leurs propres films. Ils ont ainsi assuré à leurs propres réalisateurs une part du marché. Néanmoins, nous avons préféré, pour le moment, ne pas insérer dans le bill de telles mesures restrictives. Les films canadiens devront donc s'imposer par leurs propres mérites. Toutefois, en n'imposant pas de contingentement, nous comptons que les distributeurs de films et les réseaux de cinémas donneront plus qu'un appui ordinaire aux objectifs de ce programme.

Il est extrêmement rare qu'un long métrage commence sa carrière cinématographique au Canada. Tous les films importants atteignent nos écrans à la suite d'une vague de publicité qui a pris naissance bien avant qu'ils soient montrés au Canada. Les films canadiens ne jouiront pas de cet avantage; ils devront donc compter sur une publicité plus intense et plus audacieuse de la part des distributeurs et des propriétaires de cinémas, tant ici qu'à l'étranger.

Les producteurs canadiens devront consacrer toute leur attention au problème de la distribution à l'étranger. Je crois que la plupart des questions qu'on m'a posées aujourd'hui, ont trait à la distribution. Dans ce domaine il y a déjà au Canada des compagnies qui entretiennent d'utiles relations avec des marchés étrangers. On se propose de faire en sorte que la Société d'encouragement à l'industrie cinématographique facilite la mise au point des accords commerciaux. Les producteurs canadiens auront besoin de la bonne volonté et des bons offices de ces intérêts établis pour assurer que la distribution cinématographique se fasse dans les deux sens.

La production et la distribution des longs métrages présentent de plus en plus un caractère international, puisqu'elles sont dues à des accords passés entre les collaborateurs de divers pays. Ce système de co-production peut offrir des avantages notables au producteur canadien. La mise en commun des ressources des organisations de production permet un choix plus varié d'acteurs, de directeurs et de techniciens doués. La distribution du film proprement dit s'en trouve donc effectivement améliorée. C'est à ces considérations qu'on devrait particulièrement s'attacher durant les premières étapes de l'industrie cinématographique qui, nous l'espérons, commencera bientôt à se développer.

L'objectif de ce projet de résolution dépasse la fin pratique et immédiate d'encourager financièrement l'industrie du cinéma. Les films sont un élément important de notre vie culturelle. Ils devraient servir à toute la nation et raffermir notre identité canadienne.

Le Canada au cours des années a acquis une réputation enviable pour la qualité des documentaires et des courts métrages mais non pour les longs métrages. C'est le moment de combler cette lacune et il faut que les auditoires de partout—à l'intérieur comme à l'extérieur du pays—puissent apprécier la portée et la profondeur de notre culture canadienne.

Il n'y a pas un petit Canadien, j'imagine, qui ne puisse nommer au moins une étoile, montée au firmament du cinéma au cours des 50 dernières années, et qui soit d'origine canadienne. Nos artistes malheureusement ont dû dans le passé se rendre en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis pour trouver des possibilités d'emploi et devenir connu. Une industrie florissante du long métrage permettra aux réalisateurs canadiens, aux acteurs et à tous les techniciens qui participent au cinéma de jouer un rôle dans l'essor culturel du pays. Cela encouragerait les auteurs et les compositeurs à concentrer leurs efforts dans un nouveau domaine. La réalisation de films et leur présentation à tous réuniraient les Canadiens dans une communauté plus étroite et plus féconde, et nous aideraient à être conscients de nos immenses ressources spirituelles.

On ne veut pas que le fonds de dix millions de dollars serve à faire la fortune de deux ou trois personnes. On ne se propose pas d'aider à l'essor commercial d'une industrie déjà bien en place. Loin de là. Il a été prouvé qu'au Canada l'industrie cinématographique n'a pas été capable de voler de ses propres ailes à cause de la faible population de notre pays aux dimensions géographiques énormes. On n'a pas non plus l'intention de verser cet argent à des particuliers comme une sorte d'aide charitable. Le gouvernement a l'intention et l'espoir d'aider, comme l'ont fait d'autres pays, à mettre sur pied une industrie viable. Il faudra que cette industrie exporte et, d'après nous, les artistes, directeurs et techniciens canadiens ont des idées à exprimer que veut connaître le monde. Le gouvernement est prêt, si la Chambre y consent, à leur permettre de faire connaître ces idées à l'univers entier.

M. McCleave: Monsieur le président, qu'il me soit permis de tranquilliser l'honorable représentante en lui disant que l'opposition conservatrice appuie le projet de résolution qu'elle vient de présenter. En examinant ce projet, je pense à l'expression employée il y a quelque temps: «stimuler les âmes hardies et encourager les audacieux». Ce projet de résolution en est une première concrétisation. Il a été réconfortant d'entendre le ministre parler de légiférer pour assurer un succès artistique et financier, dans une industrie aussi coûteuse que celle du cinéma. Il est également réconfortant d'entendre que l'on va s'attaquer fer-